



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Framatome Forge

6 allée Jean Perrin
71200 Le Creusot

Références : AM/MB/2025/L_249
Code AIOT : 0025200001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement Framatome Forge implanté 6 allée Jean Perrin 71200 Le Creusot. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. La visite d'inspection a également permis de faire un point sur le réexamen IED en cours et sur l'accident qui s'est produit le 20 février 2024 et qui a entraîné le rejet d'huile dans l'étang de la Forge.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Framatome Forge
- 6 allée Jean Perrin 71200 Le Creusot

- Code AIOT : 0025200001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Framatome Forge implanté sur la commune de Le Creusot est spécialisé dans la forge et l'usinage d'équipements lourds notamment pour les centrales nucléaires. Les pièces potentiellement produites sur le site sont notamment : des viroles, des corps de volutes de pompes, des cuves de protection, des tuyauteries, etc. en lien direct avec le réacteur nucléaire. Ces pièces sont, pour partie, ensuite assemblées dans les usines de Chalon / St-Marcel (71) pour former les composants clés des réacteurs nucléaires.

Le site produit également des pièces pour d'autres secteurs : transport nucléaire, éolien, pétrochimie, sidérurgie et marine.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration et rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des risques d'accidents	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.3.1, 2.1.2 et 4.2.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Fours de chauffe et fours de traitement thermiques autorisés	AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7 et 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Prévention de la pollution atmosphérique - émission des fours	AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7	Demande d'action corrective	6 mois
7	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention de la pollution des eaux superficielles	AP Complémentaire du 08/03/2023, article 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative - réexamen IED	Code de l'environnement du 22/05/2025, article section 8 chapitre V titre 1er livre V	Sans objet
6	Déclaration Gerep	AP Complémentaire du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
9	Surveillance du milieu - eaux de l'étang Leduc	Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- transmette un rapport de réexamen IED et un rapport de base ;
- porte à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, l'ensemble des modifications notables réalisées sur le site depuis l'implantation de la presse 9 000 tonnes ;
- établisse une procédure à suivre lors de la vidange et du remplissage en huile hydraulique de ses équipements ;
- apporte des éléments en lien avec les opérations et analyses réalisées par la CUCM au niveau de l'étang de la Forge à la suite du rejet d'hydrocarbures en mars 2025 ;
- fasse procéder à la mesure du débit de ses poteaux incendie et justifie que les moyens disponibles couvrent les besoins en eaux d'extinction ;
- dispose d'un capteur d'huile au niveau du point de rejets aqueux n° 2 ;
- assure une autosurveillance journalière du pH et de la température des rejets aqueux industriels au point de rejet n° 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2025, article section 8 chapitre V titre Ier livre V

Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED

Prescription contrôlée :

R. 515-58 du code de l'environnement

Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

R. 515-63 du code de l'environnement

Lorsqu'une activité ou un type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou lorsque ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé sur l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe les prescriptions sur la base des meilleures techniques disponibles déterminées en accordant une attention particulière aux critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées.

R. 515-70 du code de l'environnement - réexamen

I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

R. 515-71 du code de l'environnement

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

Constats :

Constats

Lors de la visite d'inspection du 4 octobre 2022, il a été demandé à l'exploitant de se positionner sur le classement de son installation de combustion au titre de la rubrique 3110.

Par courrier préfectoral du 4 février 2025, il a été acté, au bénéfice des droits acquis le classement de l'installation de combustion, exploitée par la société Framatome Forge, sous le régime de l'autorisation, au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des ICPE pour une puissance thermique nominale maximale de 188,6 MW.

En conséquence, cette installation est soumise aux dispositions des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement. L'installation est concernée par les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels des grandes installations de combustions (BREF "LCP").

En application de l'article R. 515-71-I de code de l'environnement, l'exploitant aurait dû transmettre un dossier de réexamen et un rapport de base dans l'année qui a suivi la parution des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF "LCP" publiée dans le journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2017.

Compte tenu des activités réalisées, utilisations de fours et réchauffeurs industriels et d'autres équipements de combustion dont la puissance thermique nominale est inférieure à 15 MW, les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF "LCP" ne sont pas applicables.

Dans ces conditions, comme indiqué à la page 17 du guide pour la simplification du réexamen IED disponible à l'adresse suivante :

[https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/2020 12 30 IED Guide du reexamen - v2.0.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/2020%2012%2030%20IED%20Guide%20du%20reexamen%20-v2.0.pdf)

" En l'absence de références directement applicables, l'exploitant doit déterminer lui-même les MTD s'appliquant à ses installations pour les potentiels enjeux non couverts qu'il a identifiés. Voir section II - B - 1) « Conclusions sur les MTD à considérer dans le réexamen » (cf. article R.515-63).

L'exploitant peut utilement consulter d'autres conclusions sur les MTD ou BREF, étant donné que les techniques de prévention et de réduction de la pollution sont relativement standardisées."

Il est attendu que l'exploitant détermine lui-même les MTD s'appliquant à son installation.

L'exploitant a été invité à consulter les conclusions des documents BREFs déjà parus, notamment les BREFs "SF" et "FMP" dont les activités sont proches de celles exercées sur le site Framatome Forge.

L'exploitant a indiqué que des devis avaient été établis pour la réalisation du réexamen IED et du rapport de base. La livraison des documents est prévue pour novembre 2025.

Dans le cadre de la potentielle modification de la définition de la rubrique 3230 au cours de l'année 2026 et la création d'une sous rubrique pour les forges par presse de force supérieure à 30 méganewtons (MN), l'exploitant a indiqué que les deux presses exploitées nommées 9 000 tonnes et 11 200 tonnes ont une force supérieure à 30 MN et serait donc concernées par la modification prévue.

En l'absence de modifications des conclusions sur les MTDs du BREF "SF", un réexamen ne sera

pas demandé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport de base et le dossier de réexamen dans les délais fixés dans le courrier préfectoral du 4 février 2025.

A ce stade, il n'est pas proposé de suite, le délai fixé dans le courrier préfectoral n'est pas échu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de l'accident transmission du rapport d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Informations transmises par l'exploitant à la suite de l'accident (courriel et rapport d'accident)

Le 3 mars 2025, les activités de la société Framatome Forge ont entraîné le rejet d'hydrocarbures dans l'étang de la Forge.

Le rejet de ces hydrocarbures est la conséquence d'un débordement d'un réservoir d'huile de lubrification d'une pompe lors de son remplissage. Un opérateur a enclenché le pistolet de distribution d'huile, il s'est absenté et n'est pas revenu arrêter le remplissage.

Après débordement l'huile s'est écoulée vers l'étang de la Forge via le réseau des eaux industrielles du site. Des séparateurs d'hydrocarbures ont permis de limiter la quantité de produit rejeté.

L'inspection des installations classées a été avertie de l'accident le 31 mars 2025 et le rapport d'incident transmis le 15 avril 2025

Constat 1-22052025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées l'accident. Le rapport d'accident n'a pas été transmis sous 15 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 1-22052025 : il convient que l'exploitant soit plus réactif à l'avenir pour déclarer à l'inspection des installations classées les incidents/accidents se déroulant sur son site. Cette remarque avait déjà été faite au cours de l'année 2022 lors de l'incendie du tableau électrique localisé dans le local des tours aéroréfrigérantes.

En cas de non respect de la prescription lors d'un futur incident/accident, des suites seront proposées.

Pour ce constat, il n'est pas demandé de retour à l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques d'accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.3.1, 2.1.2 et 4.2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Prescription contrôlée :

Article 8.3.1 - consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Article 2.1.2 - consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 4.2.4.2 - isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Informations recueillies lors de la visite d'inspection

L'incident initial (débordement de la rétention située sous la pompe), s'est produit dans la salle des pompes de la presse 11 300 tonnes. La date de ce qui n'était alors qu'un incident est le 20

février 2025 et non le 3 mars 2025 comme indiqué précédemment. Le 3 mars 2025 correspond à la date de la première observation de rejets d'hydrocarbures dans l'étang de la Forge par la société Séché, le prestataire qui gère les rejets aqueux de la société Industeel France Le Creusot voisine de la société Framatome Forge.

Comme évoqué dans le rapport d'accident transmis, un opérateur devait procéder au remplissage d'un réservoir d'huile d'une pompe. La capacité du réservoir est d'environ 120 litres. Selon l'exploitant, la durée de remplissage est de 30 à 40 minutes (débit est très limité).

Compte tenu du temps mis pour faire le remplissage, l'opérateur a enclenché le verrouillage du pistolet de distribution est parti pour effectuer une autre tâche et n'est pas revenu arrêter le remplissage.

Le pistolet de distribution n'est pas équipé d'un système de sécurité arrêtant l'arrivée d'huile quand le réservoir est plein. L'huile a débordé du réservoir, rempli la rétention placée sous la pompe dont la capacité est celle du réservoir puis s'est écoulée sur le sol de la salle des pompes.
Constat 2-22052025 : non-conformité : il n'y a pas de procédure d'établie concernant le remplissage des réservoirs des équipements.

Le 20 février 2025, la société Framatome Forge a fait procéder au nettoyage de la salle des pompes et au pompage de la rétention de la pompe. L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchet relatif à l'évacuation par la société SARP de 2,64 tonnes d'huile (code 12 01 09*), daté du 20 février 2025.

L'exploitant pensait alors que l'incident était clos, il n'avait pas conscience que la salle des pompes était reliée au réseau des eaux usées.

La société Framatome Forge a été alertée le 3 mars 2025 du rejet d'hydrocarbures au niveau de l'étang de la Forge. Elle a alors fait procéder le 6 mars 2025 au nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures et des équipements localisés entre la salle des pompes et le point de rejets des effluents aqueux industriels du site, point de rejet n° 2 « puits Saint-Laurent ». L'exploitant a présenté un bordereau de suivi des déchets correspondant à ces opérations. Il fait état de l'évacuation de 6,88 tonnes de déchets composés approximativement de 70 % d'eau et 30 % d'huile (code déchet 13 05 08*).

Selon l'exploitant, la gestion des rejets d'hydrocarbures au niveau de l'étang de la Forge a été assurée par la communauté de communes (CUCM). Des barrages flottants ont été placés au niveau du point de rejet dans l'étang et au niveau de la sortie de celui-ci.

En séance, l'exploitant a indiqué qu'une rencontre était prévue le 27 mai 2025 avec la CUCM en lien avec le rejet d'hydrocarbures dans l'étang de la Forge.

L'exploitant a transmis le 12 juin 2025 une photo montrant la présence de boudins au niveau du point de rejet des effluents aqueux dans l'étang de la Forge.

Isolement avec le milieu

Selon l'exploitant, l'arrêt des pompes de relevage au niveau du « puits Saint-Laurent » permet de stopper les rejets au niveau du point de rejet n°2. Des boutons d'arrêt d'urgence sont présents et étiquetés au niveau de la zone du puits. L'exploitant indique que le bon fonctionnement de l'équipement est testé une fois par semaine. Les rejets ont été arrêtés quand l'exploitant a pris connaissance des rejets dans l'étang.

La fiche reflexe -1 du plan Etrare précise les dispositions à prendre pour isoler les eaux du milieu

extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 2-22052025 : établir une consigne en lien avec le remplissage des réservoirs des pompes.

Constat 3-22052025 : demande de compléments : l'exploitant précisera et justifiera les actions engagées au niveau de l'étang de la Forge par la CUCM.

Il convient que l'exploitant intègre les séparateurs d'hydrocarbures sur le plan des réseaux et que ceux-ci ne soient pas uniquement matérialisés sur un plan distinct.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Fours de chauffe et fours de traitement thermiques autorisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7 et 1.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fours de chauffe et de traitement thermique présents

Prescription contrôlée :

Fours de chauffe		Fours de traitement	
	Puissance (MW)		Puissance (MW)
C5	15	T4	7,3
C9	15	T5	3,2
C6	8,9	T8	11,5
C7	20	T15	18
C8	20	T16	17,6
C10	10,8	V2	4
		V3	6,3
		V4	8,4
		T17	18

Article 1.6.1 - porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à

leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite des ateliers, il a été constaté la présence des fours suivants :

- Fours de chauffe : C5, C7, C8, C9, C10 et C11 ;
- Fours viroles : V2 et V3 ;
- Fours de traitements thermiques : T4, T5, T8, T15, T16 et T17.

La mise en place du four électrique (E25) et de sa trempe verticale associée, évoquée lors de la visite d'inspection de l'année 2022 est effective.

La mise en place potentielle d'un nouveau four de traitements thermiques « T18 » a été évoquée mais n'est pas actée.

En conclusion, les fours V4 et C6 ont été démantelés, et les fours C11 et E25 ont été mis en place.

Constat 4-22052025 : non-conformité : l'ensemble des modifications notables réalisées sur le site n'a pas été porté à la connaissance du préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 4-22052025 : comme demandé dans le courrier du 4 février 2025, l'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance intégrant toutes les modifications réalisées sur le site depuis 2013, date de la dernière modification déclarée (mise en place de la presse 9 000 tonnes).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique - émission des fours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère issus des fours de chauffe et de traitement thermique

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et ramenées à 3% d'O₂ ;

Conduits	VLE de concentration de NOx (mg/Nm ³)

	VLE de concentration de NOx (mg/Nm ³)
C5/C9, C6, C7/C8, C10, T4, T5, T8, T15, T16, T17, V2, V3, V4	225

Conduits	VLE en flux de NOx (kg/h)
C10	2,38
T15	1,6
T16	1,6

Constats :

Lors de la visite d'inspection de l'année 2022, il avait été constaté le non-respect des valeurs limites d'émissions en concentration pour le paramètre NOx au niveau des émissaires C5/C9, C7/C8 et T17.

Le fichier des résultats des analyses de l'année 2024 :

- ne met pas en évidence de non-conformité pour la concentration de NOx dans les rejets au niveau des émissaires C5/C9, C7/C8 et T17 ;
- met en évidence pour ce même paramètre des non-conformités pour les émissaires C10 (504 mg/Nm³) et T15 (622 mg/Nm³).

Le constat 4-04102022 : non-conformité : certains rejets à l'atmosphère issus des fours de l'établissement ne respectent pas les dispositions fixées à l'article 7.

Le constat 4-04102022 est considéré comme non soldé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit étudier des solutions permettant de réduire les émissions de NOx.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Déclaration Gerep

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2008, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration gerep 2024

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'exploitant a procédé à la déclaration Gerep 2024.

La déclaration a été mise en révision en lien avec la déclaration la déclaration de certaines puissances de ses installations de combustion et la comptabilisation des émissions de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) qui est déclarée comme négative.

Il convient que l'exploitant s'assure que la déclaration est convenablement remplie. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les points suivants :

- chaque émissaire est attribué à une installation de combustion distincte ;
- toute la consommation de gaz est attribuée à l'installation C5/C9 ;
- le combustible mentionné pour l'installation C7/C8 est le gazole alors que les deux fours fonctionnent au gaz naturel.

Les prélèvements d'eau déclarés en 2024 sont réduits d'environ 50 % par rapport à ceux déclarés en 2023 (68 649 m³ en 2024 contre 125 694 m³ en 2023).

L'exploitant indique qu'un travail a été réalisé sur l'étanchéité des bâches et qu'une grosse fuite sur le réseau d'eau potable a été détectée et colmatée.

La quantité d'eau prélevée est inférieure aux volumes autorisés à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A ce stade, il est proposé de ne pas relever de non-conformité. L'exploitant doit s'assurer que la manière dont il remplit la partie combustion de sa déclaration est bien celle attendue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Article 8

L'établissement dispose d'un réseau d'eau public ou privé alimentant les poteaux incendie. L'exploitant s'assure de sa disponibilité permanente. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les RIA et un nombre suffisant de poteaux ou bouches d'incendie.

L'exploitant dispose a minima de :

- 7 poteaux incendies normalisés de 100 mm dont le débit unitaire ne devra être inférieur à $60\text{m}^3/\text{h}$ sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessibles en toute circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieur à 100 ou 150 mètres pour l'un d'entre eux et moins de 200 mètres.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés,

[...]

Constats :

Sept poteaux incendie sont répartis dans l'enceinte de l'établissement. Ils sont placés en bordure de chaussée. L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier d'une mesure de débit de ces équipements. Le test de 2024 consistait à vérifier le bon fonctionnement des équipements et en non une mesure de débit.

L'exploitant indique qu'une mesure de débit est prévu en fin d'année 2025.

Constat 5-22052025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le débit des poteaux incendie et que leur alimentation est suffisante pour couvrir les besoins.

Deux RIA sont présents au niveau de l'atelier AU et des extincteurs sont répartis dans les ateliers. Le dernier contrôle de ces équipements date de décembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 5-22052025 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une copie du rapport de mesure du débit des points d'eau incendie du site. Il justifiera que ses besoins sont couverts par les moyens en place.

Les points d'eau incendie du site Framatome Forge n'étant pas référencés sur le site idéoBFC, l'exploitant pourra contacter le SDIS 71 pour l'informer de la position des poteaux incendie et, si le SDIS le souhaite, lui transmettre les résultats des mesures de débit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2023, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets aqueux industriel

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Rejet 2 (Puits Saint Laurent) :

Le Puits St Laurent est doté d'un capteur de présence d'huile avec asservissement à une alarme visuelle au niveau du Puits, ainsi que d'un conductimètre, d'un débitmètre et d'un pHmètre permettant de mesurer le pH et le débit en continu.

Respect des valeurs limites d'émission fixées dans le tableau de l'article 4.2.

Constats :

Constat 6-22052025 : non-conformité : le puits Saint-Laurent n'est pas équipé d'un capteur de présence d'huile.

Une analyse de l'autosurveillance de la qualité des rejets des eaux industrielles de janvier 2024 à avril 2025 montre une absence de mesure du pH et de la température des effluents aqueux rejetés.

La présence d'un capteur d'huile aurait pu potentiellement éviter le rejet d'huile dans l'étang de la Forge.

L'exploitant indique que la sonde pH est cassée et qu'une sonde de température est présente mais que l'information n'est pas remontée journalièrement.

Constat 7-22052025 : non-conformité : absence de mesure du pH et de données de la température des effluents aqueux rejetés au point de rejet n° 2.

Il est constaté ponctuellement des dépassements des valeurs limites d'émission en concentration

ou en flux pour les paramètres :

- DEPH (0,3 g/j) dépassant le flux autorisé (0,1 g/j) ;
- fer en flux et concentration ;
- cadmium en flux ;
- hydrocarbures totaux en flux ;

Le retour à la conformité est constaté lors de l'analyse suivante et les dépassements sont inférieurs à deux fois la valeur limite autorisée.

Il est à noter que le volume maximal autorisé de rejet est fréquemment dépassé en lien avec le caractère non totalement séparatif du réseau. Des eaux de toiture sont rejetées au niveau du point de rejet n° 2 « Puits Saint-Laurent ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant :

- justifie de la mise en place, au niveau du puits Saint-Laurent d'un capteur de présence d'huile, dispose de sondes de température, de pH, de conductimétrie fonctionnelles (constats 6-22052025 et 7-22052025) ;
- soit attentif, depuis janvier 2025, les limites de quantification (LQ) des paramètres mercure (0,05 mg/l) et arsenic (0,04 mg/l) ont été modifiées dans les déclarations Gidaf. Elles sont désormais supérieures aux VLE en concentration (0,025 mg/l) entraînant un signalement de non-conformités à chaque analyse. Il convient de vérifier si la LQ est la bonne ou le cas échéant choisir un laboratoire en capacité d'avoir une LQ plus faible, inférieure à la VLE ;
- éviter de faire réaliser, dans la mesure du possible, le prélèvement des rejets des eaux industrielles lors des périodes pluvieuses, ce qui entraîne une dilution de ceux-ci et des non-conformités sur le volume rejeté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance du milieu - eaux de l'étang Leduc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'état écologique de l'étang Leduc

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance périodique du bon état écologique de l'étang Leduc. L'objectif de ce programme est de vérifier l'absence d'impact des effluents rejetés sur l'état écologique de l'étang Leduc.

L'exploitant assure une surveillance des effets éventuels de ses activités dans les conditions définies ci-après :

- des prélèvements et analyses des eaux sont réalisés deux fois par an (période basses eaux et périodes hautes eaux) dans l'étang Leduc en deux points représentatifs d'un impact potentiel de l'activité du site dans ce milieu à définir avec le propriétaire des étangs dans les 3 mois suivant la notification de cet arrêté préfectoral. Les substances suivantes sont analysées :

- hydrocarbures totaux
- Fe, Ni, Cr, As, Pb, Mn, Zn, Cu, Cd, indice phénol et Tributylétain cation.

- tous les cinq ans et lors de la première campagne 2023, la surveillance intègre également une analyse des paramètres biologiques de l'étang Leduc **incluant a minima les indices Ichtyofaune, Phytoplancton et Macrophyte.**

Les résultats de cette surveillance sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection de toute évolution des concentrations mesurées remettant en cause le respect de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur.

Constats :

La surveillance de l'état écologique de l'étang Leduc se fait en concertation avec la société Industeel.

Les résultats des quatre analyses, réalisées au cours des années 2023 et 2024, des paramètres chimiques ne mettent pas en évidence de non-conformité par rapport aux limites de qualités définies dans l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualités des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Concernant les paramètres biologiques, quatre campagnes de prélèvements ont été réalisées dans l'étang Leduc.

- 24/10/2023 : pêche au filet pour échantillonnage des poissons ;
- 30/05/2024 : 1^{er} prélèvement de phytoplancton ;
- 01/08/2024 : 2^{ème} prélèvement de phytoplancton et prélèvement de macrophyte ;
- 20/09/2024 : 3^{ème} prélèvement de phytoplancton.

Le rapport fait un état des lieux. Il conclut :

- la présence de deux espèces du genre *Woronichinia* présentant des risques de toxicité atteignant en C3 (01/08/2024) de forts biovolumes et concentrations dépassant les seuils de l'ANSES pour les eaux destinées à la consommation humaine et les eaux récréatives (baignade). L'indice IPLAC décrit également un état mésotrophe à eutrophe ;
- l'absence (tanche) ou la rareté (rotengle et perche fluviatile) de certaines espèces sensibles attendues suggèrent l'altération de la qualité de l'eau également par des polluants. Enfin, la faible transparence de l'eau favorise le sandre et participe à maintenir la trophie élevée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Poursuivre la surveillance de l'état de l'étang Leduc telle qu'elle est réglementée.

Type de suites proposées : Sans suite